



Chapitre 7

Migrations transfrontières de travailleurs

Nous avons vu dans les deux précédents chapitres que, dans une grande partie du monde en développement, les déplacements—saisonniers, circulaires, temporaires ou permanents—font partie intégrante des stratégies de subsistance des populations rurales comme des populations urbaines. Pour ceux dont la situation économique se détériore, la migration offre la promesse de la survie ou d'une vie meilleure pour eux-mêmes et leur famille. Cette migration peut être saisonnière ou de plus longue durée, voire permanente, vers une ville ou une agglomération urbaine où les chances de trouver un travail plus lucratif qu'à la campagne semblent meilleures. Un autre cas de figure est celui des personnes qui vont chercher des possibilités de gagner leur vie hors des frontières de leur pays.

On tient souvent pour acquis que les migrations internationales sont toujours des déplacements de personnes qui quittent un pays pauvre pour se rendre dans un pays riche, mais la réalité est plus complexe. De nos jours, des travailleurs aux qualifications les plus variées émigrent vers les destinations les plus diverses et un très grand nombre passent d'un pays industrialisé à un autre.¹ Cette diversité a produit à travers le monde des systèmes complexes de stratification des travailleurs migrants selon leur origine ethnique, leur statut migratoire et leur sexe.² Étant donné que l'écart de revenu entre pays de régions différentes s'est creusé depuis ces vingt dernières années,³ on peut raisonnablement supposer que les déplacements de courte et de longue distance ont fortement augmenté.

Ces dernières années, les migrations internationales de travailleurs ont occupé le devant de la scène politique, d'une part en raison de considérations politiques xénophobes dans les

pays hôtes et, d'autre part, en raison du vieillissement démographique de la plupart des pays industrialisés, qui accroît la demande de personnel dans les secteurs de la santé et de l'aide sociale. Ces migrations suscitent également des inquiétudes parce qu'elles drainent à l'étranger des cerveaux et des compétences dont les pays en développement ont cruellement besoin. En outre, les pays d'origine manifestent un intérêt croissant pour leur diaspora et les avantages qu'ils peuvent tirer de ses rapatriements de fonds; des programmes tels que celui de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), intitulé "Migrations pour le développement en Afrique" les appuient dans ce sens.⁴ Ces rapatriements de fonds, dont le montant est estimé à environ 100 millions de dollars E.-U. par an à l'échelle mondiale, maintiennent en vie des économies entières.⁵

Quel que soit l'angle sous lequel on le considère, le phénomène migratoire a des conséquences spécifiques pour les femmes. Le déplacement des hommes et des femmes suit souvent le schéma de la division du travail entre les sexes qui caractérise des processus de développement économique inégalitaires.⁶ Les préjugés contre les immigrés, conjugués aux inégalités raciales et aux disparités entre les sexes, constituent un triple handicap pour les femmes migrantes qui, de ce fait, sont en général sur-représentées dans les emplois peu valorisés, non réglementés et mal rémunérés. D'un autre côté, en bouleversant l'ordre établi, les migrations—de femmes seules ou avec des hommes—peuvent transformer les relations et les rapports de force entre les sexes. Elles font apparaître des possibilités d'améliorer les conditions d'existence et d'échapper à l'oppression.

Encadré 7.1 “Illégaux”, “sans papiers”, “irréguliers”: mise au point terminologique

Les migrants qui n'ont pas de papiers ou de permis de travail sont normalement qualifiés d'“illégaux”, ce qui est trompeur car ce terme donne l'idée qu'ils ont commis un délit. Beaucoup d'études ont montré que les migrants étaient à cheval entre la légalité et l'illégalité pour diverses raisons, souvent indépendantes de leur volonté. L'expression “sans papiers” est préférable mais elle ne s'applique pas aux migrants qui sont entrés dans le pays d'accueil en toute légalité avec un visa de tourisme et qui ont ensuite enfreint les dispositions régissant leur droit d'entrée. Lors du colloque international sur les migrations, tenu en 1999 à Bangkok, les 21 pays participants ont opté pour l'expression “migration irrégulière”, qui est depuis utilisée couramment.

Mais ces possibilités s'accompagnent de problèmes nouveaux. Se trouvant dans un milieu avec lequel ils ne sont pas familiers, les migrants risquent d'être exploités dans leur cadre de vie ou sur leur lieu de travail, et de voir se déliter les normes auparavant admises au sein de leur propre réseau social. Les familles sont souvent séparées. Le départ dans un autre pays de l'un ou des deux époux, ensemble ou séparément, a des conséquences néfastes sur les enfants qu'ils laissent derrière eux et peut entraîner la désintégration permanente de la famille.⁷ En outre, le risque de contracter une maladie sexuellement transmissible augmente. On a observé au Mexique, au Sénégal, en Equateur et dans le sud-est du Ghana, que les travailleurs migrants avaient un taux de séropositivité supérieur à celui des non-migrants, indépendamment de la prévalence du VIH sur les lieux de départ ou de destination.⁸

MOUVEMENTS MIGRATOIRES INTERNATIONAUX

La mobilité croissante des personnes en quête de travail est un phénomène qui touche désormais toutes les régions; aussi les problèmes de fond qu'elle pose retiennent-ils davantage l'attention des pouvoirs publics. Bien que la main-d'œuvre immigrée ne représente encore qu'un faible pourcentage de la main-d'œuvre totale des pays industrialisés (4 pour cent), les migrations de travailleurs du monde en développement à destination de ces pays ont augmenté au cours de ces dernières

décennies. Les États-Unis ont absorbé la plus grande partie de ces migrants supplémentaires (81 pour cent), suivis par le Canada et l'Australie (11 pour cent) et l'Union européenne.⁹ La proportion de femmes dans les flux migratoires internationaux est en augmentation (elle était de 49 pour cent en 2000), ce qui reflète leur situation, de plus en plus fréquente, de principal soutien de famille. Parmi celles-ci, les Asiatiques sont particulièrement nombreuses; ce sont principalement des employées de maison et des travailleuses du spectacle et, dans une moindre mesure, des infirmières et des enseignantes.¹⁰

Malgré la présence toujours plus nombreuse des femmes dans les migrations internationales, il existe peu de statistiques ventilées par sexe; en outre, la précision des données varie selon les pays.¹¹ Les enquêtes sous-évaluent inévitablement le nombre des personnes qui se rendent ou qui travaillent à l'étranger sans autorisation légale ainsi que l'ampleur des migrations de transit. En raison de leur position d'infériorité sur le marché du travail, du peu de valeur accordée au travail domestique, de l'absence de protection dans les activités informelles et irrégulières et surtout dans celles des secteurs du spectacle et de l'hôtellerie-restauration ainsi que de leur travail dans le commerce (illégal) du sexe, beaucoup de femmes sont des candidates à l'exploitation. C'est pourquoi l'analyse de leur situation ne saurait se limiter à la simple ventilation par sexe des statistiques officielles des migrations de main-d'œuvre, mais devrait tenir compte des facteurs qui influent sur les rôles habituels des hommes et des femmes ainsi que sur leur accès à l'emploi et aux ressources.

CHANGEMENT DANS LES “RÉGIMES DE MIGRATION”: QUI ENTRE?

Des règlements et des pratiques, les “régimes de l’immigration”, régissent l’entrée et le séjour des migrants dans les pays d’accueil. Bien qu’ils excluent certaines catégories de migrants, les pays dits “d’immigration” (Canada, États-Unis, Australie, Nouvelle-Zélande) accordent à la plupart des migrants le droit de s’installer de façon permanente sur leur territoire. Aujourd’hui, les migrants d’Asie (au Canada, aux États-Unis, en Australie et en Nouvelle-Zélande) et d’Amérique latine (aux États-Unis) ont remplacé l’ancienne émigration des Européens vers le “Nouveau Monde”. Ces quatre pays d’immigration accueillent encore beaucoup d’émigrés auxquels ils accordent plus facilement un permis de travail et la citoyenneté que la plupart des pays des pays européens.

Amérique du Nord

Néanmoins, l’attitude face à l’immigration a récemment changé en Amérique du Nord. Le Canada et les États-Unis admettent des résidents permanents sur la base de trois principes établis de longue date: le regroupement familial, l’apport économique et les motifs humanitaires. Certains voudraient maintenant diluer ces principes de façon à donner la préférence aux exigences du marché du travail. Ils exhortent de plus en plus les dirigeants à sélectionner les immigrants en fonction des besoins démographiques à long terme, c’est-à-dire en fonction du capital humain qu’ils représentent de sorte que le pays en tire un avantage net. Ces pays semblent par conséquent s’orienter vers l’admission de “travailleurs” immigrés.

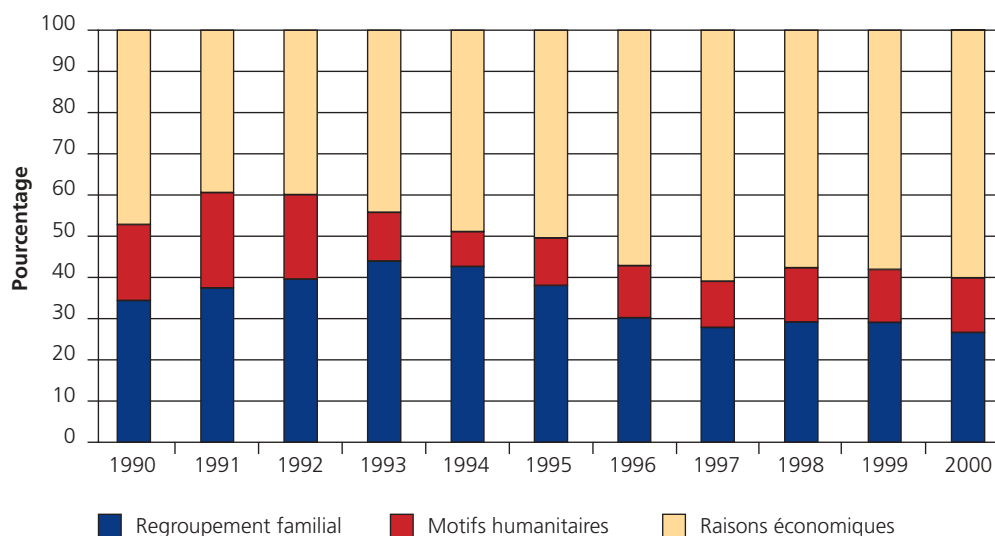
Depuis quelque temps, le nombre de résidents temporaires augmente rapidement tant aux États-Unis qu’au Canada. Ce sont aussi bien des travailleurs qualifiés—cadres, intellectuels et informaticiens, par exemple—que des travailleurs peu qualifiés tels que des aides familiaux et des ouvriers agricoles saisonniers. C’est dans les catégories qualifiées que le recrutement est

le plus actif, l’idée étant que des personnes dotées d’un bon niveau d’instruction et de formation professionnelle s’intégreront plus facilement, alors que les immigrants ayant un faible niveau d’études coûteront cher à l’État. Dans les deux pays, il a été récemment proposé de régulariser la situation des immigrés clandestins en leur accordant le statut de travailleur temporaire.

Le ciblage des immigrants jeunes et très qualifiés est très évident au Canada où une série de modifications apportées à la législation dans les années 1980 et 1990 ont restreint l’immigration au titre du regroupement familial et facilité l’acquisition du statut de résident permanent pour les personnes susceptibles d’enrichir l’économie du pays. À la fin des années 1990, la majorité des nouveaux immigrants appartenaient à la catégorie des “immigrants économiques”, accompagnés de leur famille proche (voir la figure 7.1). Aux États-Unis, en revanche, malgré l’insistance de certains économistes et responsables politiques qui réclament un changement de la politique de l’immigration visant à améliorer la “qualité” des immigrants, la plupart de ceux-ci entrent encore dans le pays en tant que parents et alliés de résidents légaux (voir la figure 7.2). Divers facteurs d’ordre politique et administratif s’opposent à l’adoption de critères d’admission plus sélectifs aux États-Unis, dont le plus important est certainement la politisation du débat à un moment où les deux partis politiques prennent très au sérieux le poids électoral de l’énorme population hispanique.

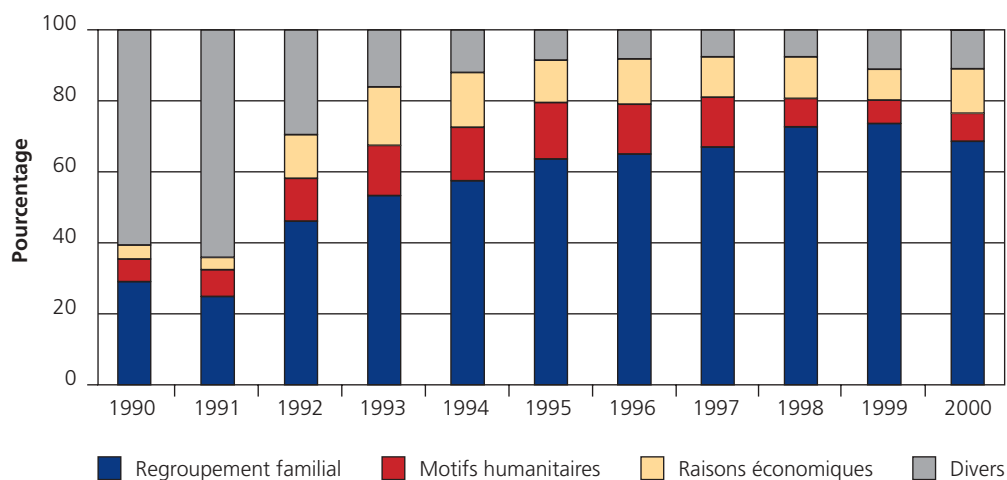
Europe

En Europe également, le débat sur l’immigration est politisé; les partis populistes d’extrême droite réclament à grands cris la restriction de toutes les formes d’immigration—aussi bien des travailleurs et des personnes qui veulent rejoindre leur famille que des demandeurs d’asile. Dans les pays où des partis de droite ont été récemment portés au pouvoir, comme au Danemark, en France, en Italie et aux Pays-Bas, l’une des premières mesures qu’ils ont prises a été de contrôler l’immigration. Plusieurs pays ont récemment adopté des lois qui durcissent la réglementation applicable au regroupement familial et à d’autres aspects du régime des migrations. Après les attentats du 11 septembre

Figure 7.1 Catégories d'immigrants admis au Canada (1990-2000)

Note: Les années s'entendent du 1er janvier au 31 décembre.

Sources: Ministère des Approvisionnements et Services Canada 1991, 1992 et 1996; Ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada 1994, 1997, 1998, 1999a, 1999b, 2000, 2001, cités dans Boyd et Pikkov 2004.

Figure 7.2 Catégories d'immigrants admis aux États-Unis (1990-2000)

Note: Les années s'entendent du 1er avril au 31 mars.

Source: Department of Homeland Security, États-Unis 2003, cité dans Boyd et Pikkov 2004.

2001, le Danemark, la France et l'Allemagne ont également créé ou renforcé des programmes d'intégration obligatoires. La pression de plus en plus forte en faveur de l'"intégration" ou de l'"assimilation" n'a fait que renforcer la suspicion à l'égard des populations musulmanes, en particulier, considérées à tort et de manière simpliste comme étant hostiles aux valeurs occidentales, surtout à cause de leur conception des relations hommes-femmes.

Pourtant, aussi restrictives et répressives que soient les nouvelles mesures mises en place, une distinction est établie entre les immigrés qualifiés, qui sont désirables, et les moins qualifiés dont l'effectif doit être restreint. Certains pays facilitent l'immigration des travailleurs qualifiés en les autorisant à être accompagnés de leur famille, en délivrant aux membres de leur famille des permis de travail et des permis de séjour permanent ainsi qu'en leur accordant la citoyenneté. Dans certains cas—en Allemagne, en vertu de la nouvelle loi sur l'immigration, et au Royaume-Uni—un système de points a été institué. Au Royaume-Uni, les critères prioritaires sont le revenu, le statut professionnel et le niveau d'études. Les moins qualifiés entrent généralement dans le pays avec un contrat de travail ou en tant qu'immigrés temporaires, sans possibilité d'obtenir ensuite un permis de résidence permanente ni de faire venir des membres de leur famille. Lorsque les contingents autorisés sont insuffisants pour répondre à la demande des employeurs, les travailleurs sont obligés d'immigrer illégalement.

Asie

Dans les pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est qui accueillent des millions de travailleurs migrants de pays plus pauvres de ces deux régions, c'est également le système des contrats temporaires qui est prédominant. Depuis le milieu des années 1970, époque à laquelle les migrations de travailleurs ont commencé à prendre de l'ampleur, des mesures visant à endiguer les flux tout en créant pour les employeurs une réserve de main-d'œuvre flexible, ont été progressivement introduites. Les travailleurs sont classés par niveau de qualifications: diplômés de l'enseignement supérieur et travailleurs hautement qualifiés;

travailleurs non qualifiés au bénéfice d'un contrat et d'une autorisation de séjour; travailleurs non qualifiés sans contrat ni visa d'entrée, qui sont donc en situation irrégulière. À noter qu'aucune de ces catégories ne prévoit le droit d'admission pour motifs humanitaires. Contrairement à l'Europe et aux pays d'immigration traditionnels, les pays asiatiques interdisent officiellement l'installation permanente et le regroupement familial aux travailleurs non qualifiés.

Dans des sociétés multiethniques et multiconfessionnelles comme celles de la Malaisie, de Singapour et de Hong Kong (RAS de la Chine), qui sont elles-mêmes issues de l'immigration, le maintien de l'équilibre ethnique est l'une des raisons qui justifient aujourd'hui un contrôle strict de l'immigration. Dans certains pays—la Thaïlande, par exemple—même les membres de groupes nationaux minoritaires n'ont pas la qualité de citoyens à part entière. Dans ces conditions, le statut de résident permanent, pour ne pas parler de la citoyenneté, est hors de portée pour la plupart des migrants d'autres pays asiatiques. Dans les sociétés multiethniques, les immigrants entrent généralement avec un contrat qui est établi pour un emploi précis et une durée déterminée. Les pays plus ethniquement homogènes de l'Asie de l'Est, comme la République de Corée et le Japon, n'admettent aucun migrant non qualifié hormis ceux qui ont des affinités ethniques (les *nikkeijin* au Japon et les Coréens chinois en Corée). Les étrangers qualifiés sont admis dans des professions sélectionnées. Malgré l'interdiction officielle de l'immigration de travailleurs étrangers non qualifiés, les deux pays sont depuis de nombreuses années les hôtes de 200 000 à 300 000 migrants non qualifiés, entrés légalement sous le couvert de "stages professionnels" ou illégalement, c'est-à-dire sans papiers.

MODES D'ENTRÉE DE LA MAIN D'ŒUVRE FÉMININE MIGRANTE

Regroupement familial

En Amérique du Nord (tableau 7.1) et en Europe, les femmes constituent la majorité des personnes qui immigreront au titre du regroupement familial et moins de 50 pour cent de celles qui immigreront sur la base de critères économiques. Ces estimations reposent sur des données non ventilées, qui n'indiquent pas si ces femmes immigreront en qualité de requérantes principales ou en tant que parentes ou alliées. Des travaux plus anciens sur l'Amérique du Nord confirment que les immigrantes admises en fonction de critères humanitaires ou économiques sont la plupart du temps les épouses ou les personnes à charge d'hommes qui sont, eux, les requérants principaux.¹² Les femmes ne sont majoritaires parmi les "immigrants économiques" que dans les flux orientés vers des emplois féminins, tels que ceux d'infirmière ou d'employée de maison (voir ci-dessous). Par conséquent, le mode d'entrée des femmes

correspond à leurs rôles stéréotypés d'épouses, de filles et de dispensatrices de soins.

Malgré leur ampleur, les migrations pour raisons familiales ne sont pratiquement pas étudiées dans les travaux de recherche sur les migrations, principalement parce qu'elles sont associées à la "dépendance" des femmes. On suppose que la majorité des femmes ne travaillent pas et ne recherchent pas de travail, et on ne sait pratiquement rien de leurs aspirations dans ce domaine. Compte tenu de l'expansion des migrations d'hommes qualifiés et de la probabilité que leurs épouses sont elles aussi qualifiées, il est vraisemblable qu'un nombre croissant d'entre elles devront mettre un terme à leur carrière. Certains pays ont récemment assoupli les conditions d'accès à l'emploi des épouses de migrants qualifiés, mais la reconnaissance des qualifications professionnelles acquises à l'étranger constitue toujours un obstacle.

Dans l'Union européenne (UE) et en Amérique du Nord, la législation qui régit l'immigration pose un autre problème: c'est l'État qui définit la "famille" en y incluant, certes, l'épouse et les enfants de moins de 18 ans à charge, mais en excluant d'ordinaire les parents, sauf s'ils sont à la charge du requérant

Tableau 7.1 Pourcentage de femmes par catégorie d'immigrants: Regroupement familial, motifs humanitaires et raisons économiques ⁽¹⁾ (1990–2000)

	Canada ⁽²⁾			États-Unis ⁽³⁾		
	Regroupement familial	Motifs humanitaires	Raisons économiques	Regroupement familial	Motifs humanitaires	Raisons économiques
1990	54,9	40,3	49,2	54,2	46,7	50,9
1991	56,0	38,5	50,2	54,8	48,1	50,3
1992	57,1	38,7	50,1	56,5	48,2	48,6
1993	58,0	42,6	51,6	56,4	49,0	47,7
1994	57,5	43,7	50,7	56,6	49,1	49,0
1995	58,3	43,1	49,5	56,9	48,5	49,5
1996	58,8	45,7	48,3	57,1	47,6	49,9
1997	59,8	44,6	47,8	57,6	46,8	49,2
1998	60,9	46,0	47,5	56,8	46,6	48,1
1999	61,2	45,9	47,1	57,4	48,7	49,5
2000	61,6	46,4	46,7	58,5	48,0	49,4

Notes (1) Par exemple, parmi toutes les personnes admises au Canada en 1990 en qualité d'immigrantes (résidence permanente) sur la base des liens familiaux, 54,9% étaient des femmes. (2) Années civiles (1er janvier – 31 décembre). (3) Exercices budgétaires (1er avril – 31 mars).

Sources: Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1991, 1992 et 1996; Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada 1994, 1997, 1998, 1999a, 1999b, 2000, 2001; Department of Homeland Security, États-Unis 2003.

Tableau 7.2 Bénéficiaires du regroupement familial dans l'Union européenne

Pays	Epouse	Enfants	Parents	Autres
Allemagne	Oui	Moins de 16 ans célibataires; moins de 18 ans dans des cas précis	Pour raisons humanitaires	
Belgique	Oui	Moins de 18 ans à charge		
Danemark	Oui (épouse ou compagne)	Moins de 18 ans vivant avec la personne qui a la responsabilité parentale	Plus de 60 ans à charge	Raisons spéciales
Espagne	Oui	Moins de 18 ans	A charge	Enfants majeurs
France	Oui	Moins de 18 ans; moins de 21 ans pour les États signataires de la Charte européenne	Non prévu	
Grèce	Oui	Moins de 18 ans	A charge	
Irlande	Oui	Au cas par cas	Au cas par cas	Au cas par cas
Italie	Oui	Moins de 18 ans à charge	A charge	Enfants majeurs
Luxembourg	Oui	Moins de 18 ans	Oui	Enfants majeurs
Pays-Bas	Oui (épouse ou compagne)	Moins de 18 ans à charge	Si la séparation pose problème	Circonstances exceptionnelles
Portugal	Oui	A charge	A charge	Envisageable
Royaume-Uni	Oui	Moins de 18 ans célibataires	Mère veuve à charge; père veuf	Raisons exceptionnelles

Source: Commission européenne 2003.

ou s'ils connaissent de graves difficultés. Cette conception très étroite de la famille fait donc peu de cas du problème de l'éloignement des êtres chers, des différences culturelles qui caractérisent les relations familiales et du soutien que les grands-parents ou autres parents peuvent apporter aux différents membres de la famille (voir le tableau 7.2).

Réfugiés et demandeurs d'asile

L'autre catégorie importante est celle des réfugiés et des demandeurs d'asile. Sur le plan du vocabulaire, les lois et les procédures régissant cette catégorie d'immigrants s'appliquent indifféremment aux sexes mais cela ne garantit pas que les deux sont traités sur un pied d'égalité. D'après les recensements effectués

dans les camps de réfugiés du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, les femmes de 18 à 59 ans sont aussi nombreuses sinon plus que les hommes. Pourtant, durant toutes les années 1990, les femmes, tous âges confondus, représentaient moins de la moitié des personnes demandant le statut de réfugié ou l'asile aux États-Unis et des réfugiés admis au Canada (tableau 7.1). L'écart entre les sexes est plus vaste lorsque l'on utilise les chiffres concernant uniquement les requérants principaux puisque les femmes et les personnes à charge en sont exclus: les femmes ne représentaient que 33 pour cent des personnes qui ont demandé le statut de réfugié en tant que requérantes principales au Canada en 2000. Au Royaume-Uni, la majorité des personnes qui ont demandé l'asile en 2002 étaient des hommes (78 pour cent) alors que le droit de demander le statut de réfugié était reconnu à un nombre à peu près équivalent de femmes et d'hommes.

Les procédures d'octroi de l'asile et de reconnaissance du statut de réfugié ne tiennent pas toujours compte de handicaps liés à l'appartenance sexuelle, tels que le risque d'agressions sexuelles ou la discrimination fondée sur les attitudes et la tenue vestimentaire. Certes la définition du réfugié doit être neutre, mais ne pas tenir compte de la discrimination fondée sur le sexe ou de certaines formes de vulnérabilité des femmes revient à avantager les hommes. Les activités politiques des femmes, souvent menées dans la plus grande discrétion ou consistant à soutenir des dissidents dans la sphère domestique, ne sont pas toujours reconnues comme étant une source potentielle de persécution. L'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande ont déjà adopté des directives concernant le problème de la persécution des femmes qui demandent l'asile et les États européens (Danemark, Allemagne, Irlande, Norvège, Suède et Royaume-Uni) sont de plus en plus nombreux à faire de même. La Norvège et la Suède appliquent des mesures d'action positive en octroyant une indemnité de voyage aux femmes qui doivent être réinstallées et en incluant la vulnérabilité et la persécution politique dans leurs critères de sélection; des mesures analogues sont envisagées au Royaume-Uni.

Outre les critères habituels d'éligibilité, les pays de réinstallation imposent souvent des critères d'admission qui reflètent le souci de ne pas accorder le droit d'asile à des personnes qui présenteraient des dangers sur les plans de la santé et de la sécurité ou qui auraient besoin d'une assistance sociale importante et de longue durée. Ainsi, en règle générale, l'éligibilité est une condition nécessaire mais non suffisante, l'obtention du droit d'asile dépendant aussi du niveau d'instruction, de la formation professionnelle et de l'aptitude à l'autosuffisance économique. Du fait de la hiérarchisation des sexes qui caractérise la plupart des sociétés, les femmes sont généralement moins instruites que les hommes et ont moins de qualifications et d'expérience professionnelle; elles ont donc plus de difficultés à remplir les critères d'"autosuffisance". En 1988, à la demande du HCR, le Canada s'est doté d'un programme novateur, intitulé Femmes en péril, qui offre une protection spéciale et une aide à la réinstallation aux femmes réfugiées en situation précaire, mais elles sont encore peu nombreuses à en bénéficier. Depuis sa mise en œuvre, seules 2 250 femmes et les personnes

à leur charge ont été réinstallées. Cela s'explique par le fait que l'intégration économique pose de réelles difficultés et exige beaucoup de temps, et aussi par le coût élevé de cette forme d'assistance financée à l'aide de fonds privés et publics.¹³

La situation en Asie de l'Est et du Sud-Est

Contrairement à ce qui se passe en Amérique du Nord et en Europe, où la migrante type suit sa famille, les travailleuses migrantes de l'Asie de l'Est et du Sud-Est sont dans leur immense majorité des femmes autonomes, célibataires ou mariées, qui se déplacent sans mari ni enfants. L'un des moyens que les femmes asiatiques utilisent de plus en plus fréquemment est le mariage. Soit le mariage résulte de la migration, par exemple, lorsqu'une travailleuse immigrée du secteur de l'hôtellerie-restauration ou de l'industrie du spectacle épouse un client, soit il en est le motif, après des "fiançailles par correspondance" (*mail-order brides*), par exemple.¹⁴ En Asie de l'Est, face à l'augmentation sensible du nombre de mariages entre ressortissants de pays différents et plus précisément entre des femmes immigrées provenant de l'Asie du Sud-Est et des hommes de pays hôtes (Japon, République de Corée et province taïwanaise de Chine), les gouvernements ont décidé de revoir la législation sur la résidence et la citoyenneté. A Singapour, la loi interdit les mariages entre des employées de maison étrangères sans qualifications et des Singapouriens.

En Asie, on l'a vu plus haut, le regroupement familial n'est pas un critère d'admissibilité à l'immigration. En outre, le nombre d'immigrants officiellement admis pour motifs humanitaires (réfugiés et demandeurs d'asile) est insignifiant. Le tableau 7.3 recense les flux d'émigration de travailleuses, employées de maison à demeure pour la plupart, provenant des quatre grands pays d'émigration d'Asie pour la période comprise entre 1979 et 1996. Les chiffres indiqués montrent que la féminisation de l'émigration en provenance de ces pays a débuté en 1970, date à laquelle un grand nombre de Sri-lankaises ont quitté leur pays pour aller travailler comme employées de maison, au Moyen-Orient principalement. Dans le milieu des

Tableau 7.3 Nombre et proportion de travailleuses migrantes par pays d'émigration (1979–1996)

	Sri Lanka		Indonésie		Philippines		Thaïlande	
	Nombre total	% de femmes	Nombre total	% de femmes	Nombre total	% de femmes	Nombre total	% de femmes
1979	12 251	47,3	—	—	—	—	—	—
1980	14 529	50,8	—	—	3 862	18,0	—	—
1981	30 135	52,5	—	—	—	—	—	—
1982	5 400	24,0	—	—	—	—	—	—
1983	7 819	43,2	12 018	48,4	—	—	—	—
1984	5 762	36,7	20 425	48,0	—	—	—	—
1985	11 792	95,1	39 960	49,4	—	—	—	—
1986	5 150	31,4	39 078	47,7	—	—	7 194	6,4
1987	5 474	34,0	44 291	49,0	180 441	47,2	9 752	9,2
1988	10 119	54,9	49 586	48,6	—	—	15 062	12,7
1989	16 044	58,4	—	—	—	—	—	—
1990	27 248	63,9	—	—	—	—	—	—
1991	43 612	67,0	—	—	—	—	—	—
1992	29 159	65,3	—	—	—	—	—	—
1993	31 600	64,8	85 696	66,0	138 242*	54,0	41 830	19,4
1994	43 796	72,8	—	—	153 504*	59,2	—	—
1995	125 988	73,3	—	—	124 822*	58,3	31 586	15,6
1996	119 456	73,5	—	—	111 487*	54,2	28 642	13,3

Note: * Nouveaux travailleurs seulement.

Source: Division de la population du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU 2003.

années 1990, d'autres pays avaient augmenté ces flux, les femmes constituant jusqu'à 70 pour cent de leur main-d'œuvre émigrée. Ces femmes travaillaient au Moyen-Orient, en Europe, en Amérique du Nord et dans la région du Pacifique.

Pour se faire une idée des effectifs féminins présents dans les pays asiatiques importateurs de main-d'œuvre, on trouvera au tableau 7.4 le nombre et la proportion de femmes par rapport à l'effectif total des travailleurs immigrés dans différentes professions. En 2002, au moins 1,3 million de femmes travaillaient dans les sept principaux pays importateurs de main-d'œuvre: Singapour, Malaisie, Thaïlande, province taïwanaise de Chine, Hong Kong (RAS de la Chine), République de Corée et Japon. Ces femmes constituaient donc une importante proportion de l'effectif total de la main-d'œuvre immigrée.

Les migrations irrégulières

Comme on le voit au tableau 7.4, les migrants en situation irrégulière ou sans autorisation forment un contingent non négligeable dans les pays asiatiques. Cela s'explique par les inégalités économiques et par le fait que les populations de ces pays ont une histoire, une langue et une religion communes. Les frontières entre la Malaisie, l'Indonésie et les Philippines sont perméables de même que celles qui séparent la Thaïlande et le Myanmar ou encore le Laos, le Viet Nam et le Cambodge. En l'absence d'informations fiables, on estime que le nombre total de travailleurs en situation irrégulière se situe entre 1,5 et 2 millions. Les études concernant les migrants sans papiers de l'Asie du Sud-Est font état d'un nombre considérable de femmes originaires des Philippines, de l'Indonésie, du Myanmar et du Laos travaillant dans des conditions extrêmement pénibles.

Tableau 7.4 Activité, statut, pays d'origine des travailleuses migrantes, nombre et pourcentage par pays d'accueil (début des années 2000)

Pays/ économie	Activité principale	Statut d'immigrantes	Pays d'origine	Nombre de femmes	% de femmes
Singapour	Employées de maison	Sous contrat	Philippines, Indonésie, Sri Lanka	140 000	43,8
Malaisie	Employées de maison	Sous contrat	Indonésie, Philippines	162 000	20,5
		Sans permis		-	-
Thaïlande	Employées de maison	Immigrées déclarées	Myanmar, Laos, Cambodge	244 000	43,0
		Sans permis		-	-
Hong Kong (RAS de la Chine)	Employées de maison	Sous contrat	Philippines, Indonésie, Thaïlande, Sri Lanka, Népal, Inde, Autres	201 000	70,0
Prov. taiwanaise de la Chine	Employées de maison, soignantes	Sous contrat	Indonésie, Philippines, Viet Nam	170 000	56,0
République de Corée	Ouvrières en usine	Stagiaires dans l'industrie	Chine, Philippines, Viet Nam	35 000	35,1
		Sans permis	Mongolie, Thaïlande, Autres		-
	Prestataires de services	Sans permis	Coréennes chinoises, Chinoises	43 000	-
	Professionnelles du spectacle	Professionnelles du spectacle	Philippines, Russie	5 000	
	Inconnu	Sans permis	Thaïlande, Mongolie, Autres	19 000	-
	Epouses étrangères	Epouses d'un citoyen du pays	Chine, Philippines, Thaïlande	57 000*	-
Japon	Ouvrières en usine	Permis de résidence	Brésil, Pérou	120 000	45,1
	Professionnelles du spectacle	Professionnelles du spectacle	Philippines, Russie, Corée	40 000	84,1
	Inconnu	Sans permis	Corée, Philippines, Thaïlande, Chine	106 000	47,3
	Epouses étrangères	Epouses d'un citoyen du pays	Chine, Philippines, Corée, Thaïlande	89 000**	-

Notes *Total 2000 et 2001.

** Total 1989 à 1999.

Sources: Huang et Yeoh 2003; Chin 2003; Tantiwiranond 2002; Hong Kong Census and Statistics Department 2002; Lan 2003; Lee 2003; Yamanaka 2003, cité dans Yamanaka et Piper, 2004.

et souvent sans être protégées par la loi, comme employées de maison ou marchandes ainsi que dans les plantations, les usines, les chantiers de construction et les petites entreprises de pisciculture. En Thaïlande et au Myanmar, un grand nombre de femmes, appartenant souvent à des minorités ethniques, se livrent au commerce du sexe.¹⁵ La situation de ces migrantes est en telle contradiction avec la loi et avec les droits de l'homme qu'une multitude d'ONG s'en sont émues.¹⁶

A la frontière américano-mexicaine, les travailleurs migrants qui entrent sans permis en Amérique du Nord se heurtent à des

formes de discrimination et à des difficultés analogues sinon pires. Le nombre de personnes qui vivent en situation irrégulière aux États-Unis est estimé à 9,3 millions, ce qui équivaut à un peu plus du quart de tous les étrangers nés dans le pays; 41 pour cent sont des femmes. Les retards administratifs seraient en très grande partie responsables de cette situation, les familles attendant parfois 10 ans avant d'obtenir leurs visas. Quarante-deux pour cent des hommes et environ 62 pour cent des femmes travaillent, soit 6 millions de personnes ou 5 pour cent de la main-d'œuvre totale et 10 pour cent de la production

nationale.¹⁷ Ces travailleurs sont moins bien payés que les autres; les deux-tiers gagnent moins que le double du salaire minimum.

Face à cet afflux massif d'immigrants qui jouent un rôle considérable dans l'économie des États-Unis, un fragile consensus s'est dégagé, au sein de la classe politique, en faveur de l'octroi d'une sorte de statut légal à une partie au moins des sans papiers. La réforme de l'immigration proposée en 2004 par le président Bush et son programme de régularisation, qui ressemblent à s'y méprendre aux régimes européens des travailleurs immigrés temporaires, pourraient bien conduire à l'institutionnalisation d'une classe de résidents de seconde classe.

La traite des êtres humains

La traite des êtres humains est l'aspect le plus tristement connu des migrations clandestines; celle qui a pour but l'exploitation sexuelle constitue une très grave violation des droits de l'homme. C'est un phénomène qui est loin d'être nouveau mais qui, à l'instar d'autres flux migratoires, prend actuellement de l'ampleur. On considère en général que la traite se différencie de la migration en ce qu'elle n'est pas librement choisie mais imposée par la duperie ou la force. Cependant, dans l'actuel contexte de mondialisation économique et compte tenu des entraves à la liberté de circulation, traite et migrations transfrontières vont souvent de pair. En outre, la traite a tendance à se développer dans les situations de guerre et de conflit (voir le chapitre 13).

La traite n'est pas facile à définir car elle prend un sens différent selon les intérêts en jeu, selon les points de vue et selon les objectifs de ceux qui cherchent à y remédier. La question de savoir si elle devrait englober la prostitution libre des migrants adultes ne fait pas l'unanimité. La définition ne devrait pas être trop étroite pour ne pas faire abstraction des contraintes qui poussent les femmes à migrer pour travailler dans l'industrie du sexe. Certes, les migrantes n'ont pas le profil parfait de victimes. Beaucoup savent très bien avant de partir en quoi consistera leur travail une fois arrivées à destination et, même si leur choix est dicté par leur situation économique et sociale, elles sont consentantes. Ces femmes devraient avoir un statut juridique et des droits professionnels qui leur permettraient d'abandonner le

commerce du sexe pour d'autres formes de travail. En outre, la définition usuelle de la traite, en mettant exclusivement l'accent sur l'exploitation sexuelle, fait oublier que les victimes de la traite peuvent aussi être exploitées dans d'autres types de travail.

Dans le contexte des mouvements transfrontières de populations, les pays de destination ne voient habituellement dans la traite des êtres humains qu'un problème d'immigration illégale. Cette conception est dangereuse car elle laisse de côté la violation des droits de l'homme pour ne retenir que le passage illégal de la frontière, si bien que la "victime" semble être, non pas la personne exploitée, mais l'État d'accueil.

Cela explique le raisonnement qui sous-tend les systèmes d'assistance récemment mis en place par des pays d'accueil qui exigent des femmes qu'elles témoignent contre leurs trafiquants pour obtenir un permis de séjour. Toutefois, un permis de séjour temporaire ne garantit pas longtemps la sécurité de ces femmes. En effet, dans le débat qui mêle la question de la prostitution des migrantes et celle de l'immigration clandestine, c'est en général la seconde qui l'emporte et beaucoup de femmes sont expulsées dès qu'elles sont repérées. Cela explique aussi que les gouvernements soient réticents à régulariser la situation des prostituées étrangères, puisqu'ils donneraient ainsi l'impression d'encourager l'immigration clandestine.¹⁸

Le plus pénible pour les immigrés sans papiers, c'est qu'ils peuvent être expulsés à tout moment, à la moindre infraction de la loi. Cela est valable pour les femmes qui sont victimes de la traite mais aussi pour celles qui subissent des violences de la part de leur employeur ou de leur mari. Aux États-Unis, les défenseurs des femmes battues ont convaincu le Congrès d'introduire dans la loi de 1994 sur la violence contre les femmes une disposition permettant de réserver des cartes vertes pour les immigrantes sans papiers qui ont été brutalisées par leur époux (en situation régulière) et les autorisant à demander un permis de séjour permanent à l'insu de celui-ci. En 2001, 17 907 femmes avaient eu recours à cette disposition. Certains pays dans lesquels sont amenées des prostituées victimes de la traite commencent à mettre en place des programmes d'aide et des visas spéciaux qui permettent à ces femmes de retarder, voire d'éviter, l'expulsion lorsqu'elles sont identifiées. L'Italie est l'un de ces pays.

DES MARCHÉS DU TRAVAIL STRATIFIÉS

Les immigrantes ont un faible taux d'activité et occupent des emplois subalternes qui offrent des conditions de travail médiocres et sont mal rémunérés (voir la figure 7.3 et le tableau 7.5). En Amérique du Nord, dans les années 1990, les femmes nées à l'étranger étaient, de toutes les catégories de population définies selon le lieu de naissance et le sexe, celles qui avaient le moins de chances d'exercer un emploi dans le secteur formel.¹⁹ Un petit nombre, y compris parmi celles qui viennent du monde en développement, ont des emplois qualifiés mais la majorité sont cantonnées dans les emplois du bas de l'échelle des secteurs des services, de la distribution et de la production manufacturière. Les Africaines et les Latino-américaines occupent généralement les emplois peu qualifiés.²⁰

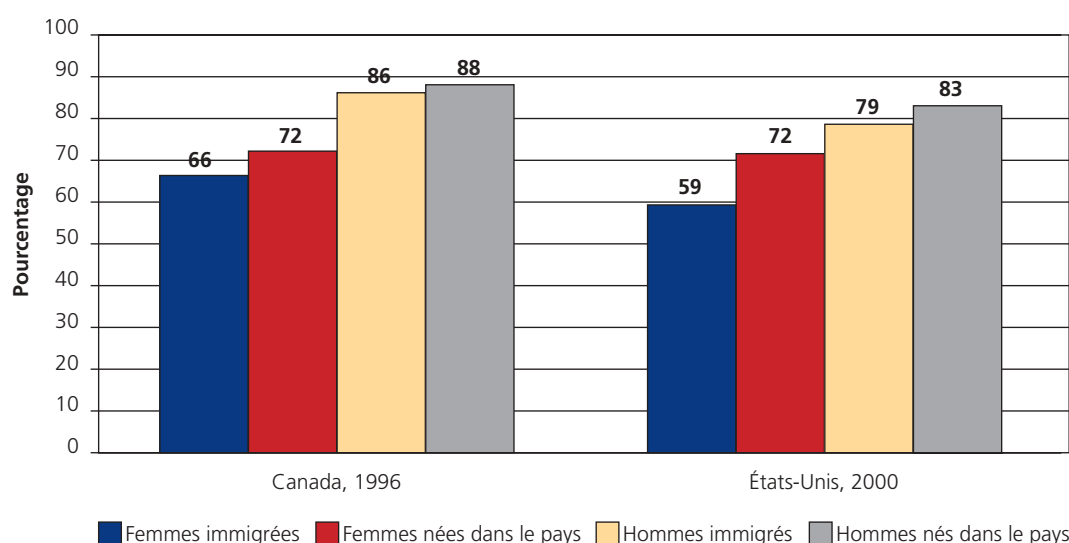
Dans les pays de l'Europe du Nord, le taux d'activité des immigrées est inférieur à celui des ressortissantes de ces pays mais il a augmenté récemment. En outre, la situation de ces femmes varie considérablement en fonction de leur nationalité.

Selon des données norvégiennes, les réfugiées ont beaucoup de peine à entrer sur le marché du travail et les femmes participent en moins grand nombre que les hommes aux programmes d'aide à l'insertion dans le monde du travail.²¹ Dans de nombreux pays, les demandeurs d'asile ont l'interdiction de travailler, du moins dans un premier temps. Ne pas être le requérant principal peut aussi rendre plus difficile l'obtention d'un permis de travail. Tous les réfugiés se heurtent à des obstacles culturels et linguistiques, au racisme, aux préjugés et à la non-reconnaissance de leurs qualifications, mais les femmes ont de surcroît la charge des enfants et peuvent aussi être handicapées par l'éventuelle opposition des hommes de leur famille à ce qu'elles travaillent en dehors de la maison.

Les familles nombreuses des immigrés et le conditionnement culturel expliquent en partie la disparité entre les différents groupes mais le faible taux d'activité des femmes tient aussi à la difficulté de trouver du travail et à la qualité des emplois offerts.

L'augmentation du taux d'activité des femmes de nombreux pays de l'Organisation de coopération et de développement

Figure 7.3 Pourcentage de la population immigrée et de la population nationale dans la main-d'œuvre totale du Canada (1996) et des États-Unis (2000), 25-64 ans, données ventilées par sexe



Sources: Calculs effectués d'après Statistique Canada 1996 et United States Census Bureau 2000, cités dans Boyd et Pikkov 2004.

Tableau 7.5 Taux d'activité et de chômage ventilés par sexe de la population étrangère et de la population nationale de certains pays de l'OCDE (moyenne de 2001-2002)

	Taux d'activité				Taux de chômage			
	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes	
	Nationaux	Etrangers	Nationales	Etrangères	Nationaux	Etrangers	Nationales	Etrangères
Allemagne	78,9	77,6	65,2	51,5	7,7	13,7	7,7	12,1
Autriche	78,7	84,6	63,2	63,1	4,0	9,3	4,0	8,2
Belgique	72,8	71,2	56,2	42,7	5,1	14,3	6,6	17,8
République tchèque	78,5	84,1	62,8	61,6	6,3	9,1	9,1	13,2
Espagne	78,3	88,3	51,2	63,8	7,4	11,4	15,7	17,0
France	75,2	76,1	63,4	48,4	6,7	16,6	9,6	21,0
Grèce	75,8	89,4	49,1	57,8	6,6	6,9	15,2	16,1
Hongrie (2001)	67,5	77,3	52,4	53,1	6,3	2,2	5,0	7,7
Irlande	78,8	77,3	56,7	56,4	4,3	4,9	3,6	5,5
Luxembourg	73,0	81,8	48,4	59,1	1,3	2,4	1,9	4,2
Pays-Bas	85,3	68,9	68,1	52,1	2,0	4,4	2,6	5,0
Royaume-Uni	82,7	76,4	68,7	56,3	5,3	8,4	4,1	7,5
Suède	80,5	71,0	76,9	60,4	4,9	12,1	4,3	9,3
Suisse	88,8	89,6	74,1	71,2	1,7	4,6	2,6	6,2
Australie (2001) ⁽¹⁾	81,7	77,8	67,6	59,3	7,8	8,6	6,2	8,1
Canada (2001) ⁽¹⁾	73,9	68,7	62,3	54,6	7,8	6,8	7,0	8,1
États-Unis ⁽¹⁾	82,0	86,5	72,2	62,6	6,0	5,6	4,7	6,3

Notes: Les calculs sont effectués pour les travailleurs de 15 à 64 ans, hormis pour le Canada (15 ans et plus) et les États-Unis (16 à 64 ans).
(1) Les chiffres englobent les populations autochtones et étrangères.

Source: OECD 2004b.

économiques (OCDE), et surtout des mères d'enfants en bas âge, comme c'est le cas en Suède et en France, a accru la demande de services de garde d'enfants et d'autres services sociaux. Même si les membres de la famille et notamment les grands-mères couvrent parfois cette demande de manière informelle, les familles ont de plus en plus recours aux services du secteur public, du secteur privé ou encore de réseaux sociaux qui ont un caractère moins officiel.

Les branches du secteur tertiaire dans lesquelles des emplois sont créés sont celles qui offrent le moins de sécurité et les plus bas salaires, surtout lorsque les gouvernements se déchargent des services sociaux sur le secteur privé, sur les col-

lectivités locales et sur le bénévolat. A l'ère de la mondialisation économique, les hommes et les femmes circulent différemment. Les hommes occupent généralement un espace privilégié, à la pointe de la modernité, dans les secteurs de la finance mondiale, de la production et de la technologie: l'imposante sphère de l'"économie du savoir". Ils se meuvent facilement au sein des sociétés transnationales, dans le secteur des technologies de l'information et dans les branches scientifiques, tandis que les femmes assument les services associés au rôle traditionnel de l'épouse: les enfants et les personnes âgées, la maison et le sexe. Et même lorsqu'elles sont qualifiées, la mobilité constante et la souplesse requises dans des secteurs

comme celui des technologies de l'information pour passer d'un lieu de travail à un autre, sont des exigences auxquelles des travailleuses migrantes peuvent difficilement répondre.

Ces femmes comblent donc les besoins sociaux accrus des économies avancées, permettant à celles-ci de continuer à se développer selon les principes néolibéraux, c'est-à-dire avec des services sociaux restreints et une main-d'œuvre flexible.²² Le rôle des femmes immigrées dans la prise en charge des personnes âgées, des enfants et des personnes handicapées, gratuitement ou contre rémunération, dans le cadre d'un emploi formel ou informel, est un facteur dont l'influence sur l'évolution de l'économie sociale et des systèmes de protection sociale est insuffisamment prise en compte.²³ Dans certains pays, beaucoup d'immigrés travaillent dans les écoles, les hôpitaux, les foyers de personnes âgées et les services de garde d'enfants. C'est dans les pays scandinaves et au Royaume-Uni que la proportion de femmes immigrées employées dans les secteurs de l'éducation et de la santé est la plus élevée. En 2001-02, ces secteurs absorbaient

27 pour cent des travailleuses immigrées en Suède et 22 pour cent en Finlande et au Royaume-Uni. Cette proportion est beaucoup plus faible dans d'autres pays européens: 8 pour cent en France, 10 pour cent en Allemagne et 5 pour cent en Espagne.

Pour celles qui sont employées de maison, les problèmes les plus courants sont leur faible rémunération et la longueur de leurs journées de travail, leur position subalterne et le côté personnel de leurs relations avec l'employeur, qui les empêche de négocier un salaire convenable et d'exiger qu'il leur soit versé en temps voulu ainsi que d'obtenir du temps libre. Plus ces employées sont jeunes, et surtout si elles n'ont pas encore l'âge légal pour travailler, plus elles risquent d'être exploitées. Les conditions d'hygiène et de sécurité dans lesquelles elles travaillent ne sont pas toujours satisfaisantes, elles n'ont pas toujours la possibilité de s'instruire et de s'épanouir et elles ne sont pas toujours payées, voire perdent leur emploi, si elles sont malades. En outre, elles risquent de subir des sévices psychologiques, physiques et sexuels. Elles n'ont guère la possibilité d'obtenir

Encadré 7.2 Les migrations itinérantes de la pauvreté

Depuis sept ans, Ewa fait la navette entre sa petite ville polonaise de Siemiatycze, près de la frontière avec le Bélarus, et Bruxelles. Mère célibataire d'un garçon de 12 ans, Ewa partage un emploi de domestique avec sa mère. Les deux femmes se relaient tous les quatre mois chez leurs employeurs bruxellois qui, grâce à elles, peuvent exercer leurs activités professionnelles et prendre des loisirs en toute quiétude. Elles font la cuisine, le ménage et les achats et elles s'occupent des enfants.

Des milliers d'habitants de Siemiatycze font les mêmes allers et retours, offrant à la fine fleur de l'Europe occidentale une main-d'œuvre clandestine, bon marché. La pénurie d'emplois dans leur pays et l'énorme fossé économique qui sépare l'Est et l'Ouest expliquent ces migrations itinérantes de personnes en quête de travail. On ne dispose d'aucun chiffre officiel, mais on estime qu'à tout moment, 5 000 des 16 000 habitants de la ville se trouvent à Bruxelles et dans ses environs.

Comme dans le cas d'Ewa et de sa mère, le partage des emplois sépare les proches et les prive d'une vie familiale cohérente. Mais le jeu en vaut la chandelle. Le voyage en autocar dure 22 heures et en quatre mois, ces Polonais gagnent environ 4 300 euros, somme qui chez eux, à supposer qu'ils trouvent un emploi, représente deux ans de travail. Les sœurs d'Ewa et leurs maris ainsi que ses deux frères et leurs épouses font tous le voyage une ou deux fois par an. Ewa apprécie ses employeurs. "Ils sont très gentils avec moi. Il ne me viendrait pas à l'esprit d'en changer."

L'adhésion des nouveaux États à l'UE a suscité des projections alarmistes, souvent hâtives, sur le volume probable de l'immigration en provenance de ces États dans les pays mieux lotis. Pourtant, Bruxelles prévoit qu'avec le déclin démographique, la population d'âge actif de la nouvelle Europe diminuera de 20 millions en une génération et qu'il faudra donc importer de la main-d'œuvre étrangère. En attendant, les laissés-pour-compte polonais se sont déjà mis au service de l'élite européenne et cela n'est pas près de changer.

Source: Traynor 2004.

réparation car le travail domestique échappe généralement à la législation du travail. Ainsi, différents pays et territoires de l'Asie de l'Est et du Sud-Est—Hong Kong (RAS de la Chine), Singapour, la Malaisie et la province taïwanaise de Chine—reconnaissent le travail domestique pour l'octroi de visas mais l'excluent explicitement de la législation du travail.

Nombre de femmes migrantes qui ont terminé leurs études secondaires et ont même un diplôme universitaire sont victimes de la déqualification et de la non-reconnaissance de leur niveau de formation. Tel est en particulier le cas des femmes des Philippines, de l'Europe de l'Est et de l'Amérique latine. Beaucoup entrent dans un pays hôte en tant qu'étudiantes ou touristes et y restent après l'expiration de leur visa, à mi-chemin entre la légalité et l'illégalité. Ce sont plutôt des travailleuses d'Amérique latine et du Sud-Est asiatique car celles de l'Europe de l'Est ont des permis de séjour de trois mois et, souvent, prennent des emplois dans lesquels elles se relaient (voir l'encadré 7.2).²⁴

En Allemagne, les citoyens des pays adhérents à l'UE ont, depuis le mois de février 2002, le droit de travailler pendant trois ans dans des ménages qui ont la charge d'un membre de leur famille et qui relèvent de l'assurance sociale de l'État. Ces soignantes sont employées en toute légalité et elles sont rétribuées au taux en vigueur en Allemagne, mais l'État stipule qu'elles ne doivent pas entrer en concurrence avec le personnel formé en Allemagne et que leur permis leur est accordé en qualité d'"aides ménagères". En suggérant que les "travailleuses étrangères non formées" peuvent mettre ceux dont elles s'occupent en danger, l'État a en quelque sorte cautionné la déqualification. Le problème de la pénurie de main-d'œuvre a été résolu de manière bien différente dans le secteur de l'informatique, où les travailleurs étrangers sont embauchés aux mêmes grades que les Allemands.

Même si leurs qualifications ne sont pas reconnues et si elles ne sont pas heureuses dans des emplois pour lesquels elles sont surqualifiées, les travailleuses migrantes et leur famille voient souvent leur prestige augmenter dans leur propre pays. Plusieurs études ont examiné la position sociale contradictoire dans laquelle se trouvent certaines de ces femmes et plus particulièrement les Philippines et les Européennes de l'Est qui sont

très instruites. La migration engendre parfois une mobilité sociale qui est en même temps descendante et ascendante, la discrimination et la dévalorisation des compétences dans le pays hôte étant compensées par une ascension sociale dans le pays d'origine, où les fonds rapatriés sont investis dans une petite entreprise, l'acquisition d'un logement et l'éducation des enfants.

MIGRATION DES PERSONNELS DE SANTÉ

De tout temps, les femmes ont eu une préférence pour les professions à caractère social (enseignement, santé et travail social). Une analyse des permis de travail délivrés en 2000 au Royaume-Uni a révélé que certains des secteurs dans lesquels l'emploi des immigrés augmentait le plus rapidement étaient ceux qui avaient une forte proportion de personnel féminin. La pénurie de personnel infirmier qui a sévi au Royaume-Uni et en Irlande, ainsi qu'aux États-Unis et au Canada, a internationalisé le marché du travail dans ce secteur. Globalement, l'immense majorité des infirmières étrangères proviennent des Philippines, suivies par des pays africains comme le Ghana et le Nigéria. Non seulement elles sont attirées par les salaires du Nord mais l'état du secteur de la santé dans leur pays les pousse aussi à émigrer (voir le chapitre 8). En Irlande, les Philippines constituent le plus important contingent d'infirmières étrangères. Pour parer au problème de l'exode des compétences et des cerveaux, le Royaume-Uni a adopté un code de conduite qui régit le recrutement de personnels de santé étrangers, mais il n'est pas certain qu'il sera appliqué dans le secteur privé.

A la faveur d'une enquête conduite auprès d'infirmières étrangères qui travaillent au Royaume-Uni, venues pour la plupart d'Europe, d'Australie, d'Afrique et des Philippines, celles-ci ont déclaré que leurs compétences n'étaient pas appréciées ni respectées, qu'elles étaient rabaisées et qu'elles étaient en butte au racisme et à la xénophobie. Leur situation était très différente selon qu'elles travaillaient dans le Service national de santé, sur lequel elles portaient un jugement plutôt positif,

ou dans le secteur privé indépendant où elles étaient fréquemment reléguées au rang d'aides-soignantes.²⁵

Des études analogues sur la situation des infirmières étrangères en Amérique du Nord ont abouti aux mêmes conclusions. Ces infirmières sont mieux rémunérées que dans leur pays d'origine mais le risque d'exploitation est bien présent. Elles ont souvent le statut d'aides-soignantes et non d'infirmières diplômées et sont victimes de discrimination: salaires inférieurs, moins de promotions, risque plus élevé de licenciement et affectation dans les services où le stress est le plus aigu.²⁶ Et comme cette demande récente d'infirmières étrangères coïncide avec la restructuration des systèmes de santé, les conditions de travail, les salaires et le climat dans lequel les patients sont soignés pourraient bien se détériorer encore. Aux États-Unis, les hôpitaux qui manquent de personnel infirmier sont souvent ceux des centres-villes qui sont administrés par les municipalités.

Au Canada, tous les immigrants qualifiés, y compris le personnel infirmier, sont tenus de faire évaluer leurs diplômes. Certaines professions réglementées (métiers spécialisés, juristes, ingénieurs et personnels de santé) ont besoin d'un agrément officiel ou d'un permis d'exercer qui est en général délivré par une association professionnelle. Bien qu'elles aient pour but de protéger la sécurité et la santé publiques, ces exigences sont aussi caractéristiques de marchés du travail segmentés qui créent des monopoles en réglementant l'offre de main-d'œuvre. Elles peuvent être considérées comme une forme de discrimination systématique car même si les mêmes critères sont appliqués

aux citoyens canadiens et aux étrangers, elles restreignent démesurément l'accès des étrangers aux métiers et professions en question. La sous-évaluation des diplômes fait partie de cette discrimination systématique lorsque les associations professionnelles ne reconnaissent pas l'équivalence des diplômes étrangers avec ceux qui sont obtenus au Canada.

Bien que ce soit celui dont on parle le plus, le secteur des soins infirmiers n'est pas le seul secteur de la santé qui manque de personnel. Au Royaume-Uni, les médecins étrangers (diplômés d'autres pays que ceux de l'espace économique européen—EEE) constituent une importante proportion du personnel médical des hôpitaux: 26 pour cent en 2000. Dans cette profession qui a tendance à se féminiser, les femmes médecins constituent une proportion non négligeable des immigrés: plus de 50 pour cent de ceux qui se sont inscrits au Conseil général des médecins (*General Medical Council*) en 1998. La plupart sont recrutées aux grades inférieurs et intermédiaires et suivent une formation en vue de leur requalification.

Même lorsqu'elles n'ont pas l'intention de s'installer définitivement dans le pays, les immigrantes qualifiées ont la possibilité de renouveler leur contrat, d'acquérir la citoyenneté et de faire venir leur famille, ce qui n'est pas le cas des non qualifiées. Ainsi, bien que ces femmes soient les moins nombreuses, le fait que des migrantes puissent accéder à des emplois qualifiés démontre la diversité des circuits migratoires et des droits qui s'y rattachent.

Notes

- 1 Voir par exemple, Hugo et coll. 2003.
- 2 Castles 2003; Kofman 2004.
- 3 Milanovic 2003; voir également IDEAS 2002.
- 4 OIM 2004.
- 5 Newland 2003.
- 6 Chant et Radcliffe 1992.
- 7 Asis, Huang et Yeoh 2004.
- 8 Collins et Rau 2000.
- 9 BIT 2004f: 5.
- 10 BIT 2004f: 10-11; Yamanaka et Piper 2004.
- 11 Zlotnik 2003.
- 12 Boyd 1992; Freedman 2003a.
- 13 Boyd et Pikkov 2004.
- 14 Piper et Roces 2003.
- 15 Battistella et Asis 2003; Asia Watch et Women's Rights Project 1993.
- 16 Piper 2003 et 2004.
- 17 Jimenez 2003.
- 18 Gallagher 2001; Freedman 2003b; Piper 2004.
- 19 Bean et Stevens 2003. Schoeni 1998.
- 20 Boyd 2001; Shumway et Cooke 1998; Wright et Ellis 2000.
- 21 Hauge Byberg 2002.
- 22 Ehrenreich et Hochschild 2003; Hochschild 2000; Sassen 2000.
- 23 Williams 2003.
- 24 Morokvasic 1996.
- 25 Allan et Aggergaard Larsen 2003.
- 26 Stasiulis et Bakan 2003.